

Les grandes manoeuvres économiques

Bruno Husquinet

06 juillet, 2016

Rapports

Sanctions contre la Russie (3/3)

Plus de deux ans après, il existe deux lectures radicalement différentes sur l'histoire des événements en Ukraine.

Pour Moscou, la révolution ukrainienne est un coup d'Etat organisé par l'extérieur, dans la tradition des révolutions de couleurs puis des révolutions arabes. Le Kremlin dénonce cet interventionnisme visant à renverser illégalement des régimes et craint la contamination à l'intérieur de ses frontières. En Ukraine, il n'a pas hésité à intervenir pour défendre ses intérêts stratégiques en mer Noire. Il a donc tout fait pour y maintenir sa flotte, son accès aux mers chaudes et sa place au milieu de ce carrefour énergétique. L'inauguration d'un monument dédié aux « *petits hommes verts* », ces soldats russes sans insigne qui ont contribué aux changements politiques en Crimée, est la reconnaissance officielle de l'implication russe.

Pour Bruxelles et Washington, la Russie est devenue un Etat dont il faut se méfier depuis le retour de Vladimir Poutine à la présidence en 2012. Les deux capitales nourrissent des doutes profonds sur la nature démocratique de ce pays et sur la modernisation de son armée, surtout depuis le conflit de 2008 en Ossétie du Sud. L'axe transatlantique voit dans ses agissements une manœuvre géopolitique fusionnant les ambitions de la Russie impériale et soviétique. Il s'agirait donc de manipulations exercées par Moscou afin de déstabiliser certaines régions dans son voisinage proche et y imposer l'influence du « *monde russe* » tout en bloquant l'expansion de l'Otan. Ces accusations, sous forme de procès d'intention, ont jeté un froid sur les relations Est-Ouest. A ce jour, il y a peu d'éléments concrets qui étayent ces discours antagonistes, comme en témoigne l'imbroglio autour de la qualification juridique de la situation. Ignorant le principe fondamental selon lequel le fardeau de la preuve incombe à celui qui affirme (*Affirmanti incumbit probatio*), des sanctions ont été prises et ont enclenché une chaîne de réactions, engendrant un schisme en Europe.



Ces années de méfiance mutuelle n'ont été calmées ni par l'adhésion de la Russie à l'OMC en août 2012, ni par sa participation au G8 ni au travers de la commission Otan-Russie. Les divergences ont resurgi au cours de la crise ukrainienne et ont rapidement mené au blocage diplomatique. Toute tentative de résolution du conflit ukrainien par voie non-violente se résume aux sanctions imposées suite à l'annexion/rattachement de la Crimée et surtout suite aux événements du Donbass. Cette deuxième vague de sanctions, économiques cette fois, a provoqué une réaction russe immédiate avec la mise en place d'un embargo sur l'importation de produits agricoles occidentaux. Depuis février 2015, la communauté internationale s'accroche au protocole de Minsk II, dont la mise en œuvre est censée débloquer le cycle sanctions et contre-sanctions.

La mythologie grecque relate le songe de la princesse phénicienne Europa, dans lequel deux continents personnifiés tentent de la séduire. A son réveil, la fille du roi de Tyr va se promener pour se distraire de son rêve prémonitoire. Zeus l'aperçoit et en tombe amoureux. Il se change alors en taureau blanc pour l'approcher et quand la jeune Europa s'assoit sur son dos, le dieu l'enlève pour s'unir à elle. Dans la nouvelle version de ce mythe au 21ème siècle, l'héroïne Europa s'appelle Ukraine, Zeus vit à Bruxelles et un nouveau personnage apparaît, celui de l'amant au cœur brisé, le Kremlin, qui se tourne vers l'Asie pour oublier son chagrin.

En 2011, le German Advisory Group et l'Institut de Recherche Economique publient une évaluation quantitative des options d'intégration régionale pour l'Ukraine [1]. Le rapport présente les avantages et les inconvénients qu'offrent soit un accord de libre échange complet et approfondi avec l'UE, soit l'entrée dans l'union douanière avec la Russie, la Belarus et le Kazakhstan. Le rapport indique que le cadre des relations commerciales avec l'Union eurasiennne est plus avantageux et que l'énergie sera moins onéreuse. En revanche, l'accord avec l'UE offre essentiellement l'accès à un marché plus grand et mieux régulé, un développement plus rapide et une augmentation du niveau de vie. Le rapport conclut que le rapprochement avec l'Union eurasiennne est bénéfique à court terme mais dommageable à plus long-terme au vu du manque de perspective de croissance. Le choix européen, lui, impose des réformes structurelles et institutionnelles difficiles dans un premier temps, mais sera bénéfique à long terme.

Pour la Russie, les avantages reposent essentiellement sur le transit du gaz vers l'Europe par l'Ukraine, l'achat de pièces nécessaires à son industrie lourde et bien entendu la stratégique Crimée. Pour l'UE, il s'agit de se rapprocher d'un pays qui a de la main d'œuvre qualifiée bon marché, constitue un grenier à blé conséquent et possède un large réseau de distribution et de transit énergétique au large de la mer Noire.

Les Ukrainiens prennent, au quotidien, la mesure des premières heures difficiles annoncées par l'oracle, avec une économie qui reste atone malgré les aides extérieures. Les agences de notation commencent à revoir à la hausse leurs évaluations, mais selon l'UE, les résultats positifs ne se feront pas sentir avant 2021-2023 [2].

L'issue violente du dilemme

Courtisé depuis le milieu des années 2000 par Washington, Bruxelles et Moscou, le pouvoir ukrainien en place a largement profité de sa situation. Suite à la révolution orange de 2004, Viktor Iouchenko a pris la tête du pays et a mené une politique pro-européenne. Sous sa présidence, les forces de sécurité ont été formées par leurs collègues d'outre-Atlantique. Mais très vite des crises gouvernementale et parlementaire ont empoisonné la révolution. Celle-ci a néanmoins amené des changements constitutionnels positifs et une plus grande liberté d'expression. Lorsqu'en 2010, Viktor Yanukovitch est élu, l'oligarchie et les dysfonctionnements juridiques n'ont pas été éliminés. Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau Président fait souffler un vent d'est sur le pays. L'influence transatlantique sur l'économie, l'administration et les forces de sécurité se dissipe. Le partenariat oriental de la politique de voisinage de l'UE se ralentit, alors que la « *politique de voisin proche* » du Kremlin connaît de nouveau des succès.

Alors que les échéances se rapprochent, les événements se précipitent. En Octobre 2013, le FMI et l'UE font monter la pression sur une Ukraine embourbée dans ses dettes [3]. Selon Julien Vercueil, chercheur à l'Inalco, ce pays n'avait d'autres choix que de se réformer sinon il perdait l'aide occidentale de 10 à 15 milliards d'euros [4]. Acculé, Viktor Yanukovitch se tourne encore un peu plus vers la Russie et après des années de tractations, le gouvernement ukrainien décide d'interrompre les négociations avec l'UE. Les avantages à court terme du rapprochement eurasiatique l'emportent. Dès cette date du 21 novembre 2013, les prémices de la révolution se font ressentir et les premières manifestations éclatent. Le premier Mайдан, aussi appelé « *EuroMaidan* » est mené par Arseni Yatsenuk, chef de file au parlement du parti Batkivshina [5]. Toute l'opposition se rallie derrière celui qui a engagé les pourparlers avec l'UE et l'OMC en 2005 et la rue exige la reprise des négociations.

La confrontation entre les deux choix d'intégration régionale prend une tournure violente. Le 17 décembre 2013, sur fond de tensions, les présidents ukrainien et russe signent un ensemble de documents [6]. Vladimir Poutine et Viktor Yanukovitch scellent leur coopération dans les domaines de l'énergie, du transport, de l'agriculture et renforcent la coopération régionale et les systèmes d'investissement. La signature de l'entrée de l'Ukraine dans l'Union douanière eurasiennne est en phase d'aboutissement. Comme le rappelle le chercheur de l'Inalco : « *Aide russe ou plan du FMI, Kiev est acculé par ses bienfaiteurs* ». Le plan russe prévoit une aide de 15 milliards de dollars, une réduction du prix de gaz et un assouplissement de la dette de Naftohaz. Viktor Yanukovitch, séduit par Moscou, rejette définitivement les avances de Bruxelles et, fin décembre 2013, il ne signe pas l'accord européen lors du sommet de Vilnius. Dès le mois de janvier, le second Mайдан est en marche avec comme nouveau mot d'ordre la démission du Président. L'opposition ne fait aucun compromis et le président Yanukovitch est isolé suite aux défections dans ses rangs. Le conseil des Ministres de l'UE, sous la baguette de Catherine Ashton, publie une déclaration énigmatique à la suite de sa réunion du 10 février 2014 : « *L'UE demeure résolue à soutenir l'Ukraine dans sa trajectoire de réforme. Le Conseil a également répété qu'il était déterminé à signer l'accord d'association, qui prévoit une zone de libre-échange approfondi et complet, dès que l'Ukraine sera prête, convaincu qu'il est que cet accord ne constitue pas l'objectif ultime de la coopération entre l'UE et l'Ukraine.* »[7]

La rue s'enflamme quelques jours plus tard et des dizaines de personnes perdent la vie dans des affrontements non élucidés [8]. Le 22 février Viktor Yanukovitch est destitué. La Crimée passe dans le giron russe le 18 mars et trois jours plus tard, le gouvernement révolutionnaire

transitoire signe la partie politique de l'accord d'association avec l'UE. Alors que la guerre du Donbass a déjà commencé, la partie économique est entérinée en juin par le président Poroshenko nouvellement élu. Le balancier ukrainien repart vers l'Occident, emportant les mêmes problèmes internes et judiciaires. Néanmoins, cette fois l'Occident déploie de grands moyens pour ne plus laisser le pays retomber dans ses travers classiques. Le 5 mars, José Manuel Barroso, alors Président de la Commission européenne, annonce une aide de 11 milliards d'euros en complément de l'aide de 15 milliards de dollars du FMI.

Pour Bruxelles, Moscou n'a gagné le cœur de Kiev que par chantage. Pour Moscou, l'Otan se cache dans le taureau blanc qui a emporté la princesse ukrainienne. Au final, l'Ukraine s'est rapprochée de Bruxelles. Dans ces circonstances, le Kremlin ne voit plus aucun intérêt à soutenir ce pays dans son alliance avec l'Europe et l'a forcé à choisir entre ses deux partenaires. Pourtant, un mariage à trois aurait été possible car l'UE n'y était pas opposée. Le 11 juillet 2014, au plus fort des combats, un processus de consultation au niveau ministériel est entamé entre l'Ukraine, l'UE et la Russie. Ces discussions tripartites visent à répondre aux craintes de la Russie concernant les questions tarifaires des douanes (risque de voir les produits européens transiter par l'Ukraine vers le marché russe), les questions énergétiques (rupture des mécanismes d'approvisionnement en place) et les normes phytosanitaires. Malgré plus de 20 réunions il n'y a que très peu de résultats, ce que confirment les Ukrainiens [9], les Européens [10] comme les Russes [11]. Outre le blocage diplomatique d'un conflit qui s'éternise, les tentatives de résoudre les questions économiques suivent la même voie de l'échec. L'accord d'association avec l'UE est intégralement mis en œuvre dès le mois de janvier 2016 et la Russie met un terme aux accords d'échanges privilégiés avec l'Ukraine imposant ses conditions pour la vente de gaz à l'Ukraine et le remboursement des dettes [12]. Depuis lors, les relations commerciales entre les deux pays se sont effondrées.

Les types de sanctions, leur levée et la nouvelle dynamique

Les sanctions de l'EU concernant la Crimée tombent après le rattachement/annexion et visent les personnes ayant porté atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. En outre, des restrictions commerciales supplémentaires sont prises concernant les échanges avec la Crimée.

Plusieurs types de sanctions sont utilisés à l'encontre de la Russie. Premièrement, les sanctions politiques qui touchent les aspects de coopération bilatérale ou multilatérale. Ainsi, la Russie est écartée du G8, les relations Otan-Russie cessent, la discussion sur le régime des visas est suspendue entre l'Europe et la Russie. Cette isolation a, bien entendu, des répercussions sur les relations internationales, mais elle en a aussi en matière de développement, de coopération spatiale et de recherche auxquels les experts russes n'ont plus qu'un accès limité.

Deuxièmement, les sanctions individuelles visent environ 200 personnes, privées et morales. Le gel des avoirs est un frein économique puissant. Les restrictions de collaboration avec ces entités empêchent leur développement. L'interdiction d'émettre des visas affecte aussi la politique intérieure du pays. En effet, les dirigeants politiques frappés de cette interdiction de déplacement voient s'évanouir leurs chances d'accéder à des fonctions exigeant des voyages à l'étranger.

Troisièmement enfin, les sanctions frappant les différents secteurs économiques constituent la véritable arme de guerre économique. Ces sanctions sont tombées en deux temps. D'abord le 1er août 2014, suite au crash dans des conditions qui restent obscures de l'avion de la Malaysian Airlines. Puis, le 12 septembre suite à l'échec du Protocole de Minsk I. Ces sanctions économiques touchent trois secteurs : la limitation d'accès aux marchés de capitaux empêche la Russie de financer d'importants projets, essentiellement dans le secteur énergétique. Ensuite, il s'agit de réduire l'exportation de technologies dans le secteur de l'extraction énergétique et enfin, en toute logique, de bloquer le commerce de l'armement.

La mise en œuvre des accords de Minsk II est devenue le maître-mot pour la levée de ces sanctions et par voie de conséquence, pour la fin des contre-sanctions mises en place par Moscou. Mais depuis un an et demi, Minsk II piétine. Les treize points de ces accords imposent un certain nombre d'obligations aux trois signataires Ukraine, Républiques auto-proclamées et Russie. Chaque partie a longtemps justifié son inaction par celle des autres. En conséquence, l'idée de séparer la partie politique de la partie sécuritaire des accords a émergé. La partie politique, à savoir le statut de l'Est de l'Ukraine, revient à Kiev essentiellement. Le Président Poroshenko a déclaré lors de sa rencontre avec John Kerry le 7 juillet 2016, que les obligations ukrainiennes étaient presque remplies [13]. La partie sécuritaire comprend quelques points fondamentaux. Le retour du

contrôle des frontières sous l'autorité centrale ukrainienne ne peut se faire qu'avec l'aide des rebelles qui freinent, de peur de se retrouver enclavés. Le retrait de l'artillerie lourde incombe aux deux parties. Enfin, la communauté internationale insiste pour que Moscou cesse de soutenir les rebelles et contribue au maintien du cessez-le-feu. L'échec ou la réussite de Minsk II dépend toujours des trois parties, et conditionne le maintien ou la levée des sanctions et des contre-sanctions.

Objectif et impact des sanctions et des contre-sanctions

Selon la formule consacrée, la mise en place de sanctions ne constitue pas une punition mais un moyen de pression pour faire changer la Russie de position. De la même manière, les contre-sanctions ne sont pas une contre-attaque mais des mesures de protection de l'économie

russe. Un jeu sémantique car dans le cas de la Crimée, il y a eu modification des frontières et une complète russification du système administratif, juridique et économique. Au vu de la réalité sur le terrain et de l'enjeu stratégique, les restrictions commerciales et sanctions individuelles ne constituent aucun levier substantiel pour infléchir la position russe.

Dans le cas du Donbass, les sanctions économiques ont contribué à la signature de Minsk II et à la baisse des violences. Il faut également reconnaître que l'échec militaire des rebelles au sud de l'Ukraine a apporté son lot de victoire militaro-politique à Kiev pour la signature des accords de Minsk. Dès le début du conflit, Vladimir Poutine a déclaré qu'il ne rattacherait pas le Donbass à la Russie. Cette contradiction ontologique de la position du Kremlin entre Crimée et Donbass montre également que le soutien de Moscou n'ira pas aussi loin que pour la Crimée. Néanmoins, la Russie continue à aider les républiques auto-proclamées avec, par exemple, un nouveau programme régulant l'envoi de citoyens russes dans les zones rebelles pour effectuer des travaux civils. Ce programme de « *miliciens du travail* » est lancé par le ministère du sport, de la jeunesse et du tourisme de la République auto-proclamée de Donetsk en coopération avec les autorités de Saint-Petersbourg, il devrait s'étendre au reste de la Russie [14].

Le très influent Foreign Policy a publié en avril 2016 un article intitulé : « *Admettons-le : les sanctions sont un échec* [15]. » En effet, sur le plan diplomatique, les résultats de ces mesures sont maigres. En revanche, les sanctions économiques ont un réel impact, amplifié par la baisse de la demande énergétique et la chute du prix du pétrole sur une économie russe souffrant de la « *malédiction des ressources* ». En outre, les mesures prises par la Russie ont frappé de plein fouet l'économie européenne. Ce retour de manivelle provoque une division en Europe et la pression pour la levée des sanctions s'accroît indépendamment des succès ou des échecs diplomatiques liés au conflit dans le Donbass. Les effets négatifs sur l'économie européenne contraignent les dirigeants occidentaux à déplacer le débat diplomatico-sécuritaire vers le terrain économique.

Les chiffres varient, mais selon Foreign Policy mentionnant les chiffres de l'UE, « *la croissance de l'UE a souffert d'une diminution de 0,3% de son PIB en 2015* ». Citant ensuite les conclusions de l'Institut autrichien de recherche économique, les sanctions à l'encontre de la Russie « *pourrait coûter à l'Europe plus de 92 milliards d'euros, ou 104 Milliards de dollars, en revenus à l'exportation et plus de 2,2 millions d'emplois au cours des prochaines années.* »

Pour les Etats-Unis, le prix à payer est nettement moindre. Comme le souligne Rebecca Nelson du Service de recherche du congrès américain [16], la Russie n'est pas un partenaire commercial principal pour les USA, n'occupant que la treizième place en 2013 [17], alors que pour la même année elle est le troisième partenaire européen [18]. Le niveau des échanges commerciaux entre la Russie et l'Europe est environ dix fois supérieur à celui entre les Etats-Unis et la Russie.

Les sanctions touchent donc l'économie russe où elle est la plus vulnérable et où l'Occident a le plus grand levier, mais les contre-sanctions ont frappé à leur tour. Les deux cibles les plus stratégiques à l'encontre de l'économie russe sont donc son accès aux marchés de capitaux occidentaux et sa capacité à exploiter les ressources naturelles de l'Arctique. Comme la majorité des pays riches en matières premières, la Russie a toujours misé sur cet atout. Parmi les conséquences directes majeures se trouvent l'arrêt du projet South Stream et un chamboulement des projets de l'Arctique, au grand regret d'Exxon et de Total, mais au profit de la Chine.

Pour la Russie et les Etats-Unis, le front de l'Arctique est ouvert et l'on s'y bat, entre autres, avec l'arme des sanctions. Le réchauffement de la planète dégage le potentiel énergétique de la région polaire, avec 22% des ressources mondiales non-découvertes en pétrole et gaz, selon l'Arctic Energy Center [19]. Sans le réchauffement, pas de courses aux ressources et donc pas de guerres écologiques selon le philosophe Bruno Latour [20]. Les disputes territoriales sont à l'ordre du jour des Nations Unies puisque l'Arctique n'appartient à personne. Pendant ce temps, entre convoitises et inquiétudes, les pays limitrophes du pôle nord militarisent la région, comme l'écrivent les Echos [21].

Dommages et avantages collatéraux des sanctions

Le principal dommage collatéral a été la mise en place des contre-sanctions qui a touché essentiellement le secteur agricole européen[22]. Dans un premier temps, des tonnes d'inventus ont été jetées par les pays producteurs et les tentatives de fraude au travers de la Bélarus n'ont pas réussi à avoir raison des services russes qui ont brûlé les cargaisons frauduleuses à grands coups de tapage médiatique. Les pays baltes et la Pologne ont été durement touchés par les contre-sanctions. Cette « *pomme de discorde* », comme le titrait Euronews [23] a coûté à l'UE, dans le cadre de la politique agricole commune, la bagatelle de 125 millions d'euros d'aide et ce n'est pas fini... [24]. De son côté, le secteur alimentaire russe a rempli partiellement les parts de marché perdues par les sociétés européennes, mais la résurrection des sovkhoses n'a pas suffi à combler le vide. L'Iran, l'Egypte ou même l'Amérique latine ont largement profité de la situation pour pénétrer ce marché.

Le secteur de la défense a été également touché. La France n'aurait pas perdu beaucoup d'argent selon ses dirigeants, puisque les deux porte-hélicoptères Mistral ont finalement été racheté par l'Egypte grâce à un financement saoudien [25]. Le complexe-militaro industriel se porte bien [26]. Ironie du tout-légaliste, la Russie était présente au salon international de défense et de sécurité, Eurosatory, à Paris en juin 2016, où elle a vendu sur catalogue des armes aux pays ne lui ayant pas imposé de sanctions dans ce secteur [27].

Les avis restent partagés quant aux avantages collatéraux dont la Russie a bénéficié, surtout à long-terme.

Lors du Forum Economique de Saint-Petersbourg en juin 2016, le chef de l'administration présidentielle russe, Sergueï Ivanov a déclaré que, si la

Lors du Forum économique de Saint-Petersbourg en juin 2016, le chef de l'administration présidentielle russe, Sergueï Ivanov, a déclaré que, si le régime des sanctions est négatif pour l'économie, il a également provoqué la nécessaire diversification de l'économie russe. Cette politique de diversification de l'économie russe pour sortir de sa dépendance à ses ressources naturelles retient l'attention. En effet, depuis la fin de l'Union Soviétique ce besoin de diversification a toujours été une priorité jamais matérialisée faute de nécessité. La croissance économique due aux matières premières, le marché de l'emploi et une économie de marché sous contrôle de l'Etat, constituait un modèle économique unique dans la Russie post-soviétique. Ses défaillances mises en évidence suite aux sanctions, ont obligé le Kremlin à opérer le changement nécessaire. Pour remplacer les produits importés, il doit investir à long-terme, surtout pour les produits à haute valeur ajoutée. Il délie les cordons de la bourse mais ce processus est laborieux. Pour accélérer le mouvement, le gouvernement a offert aux citoyens russes de rapatrier leurs capitaux cachés à l'étranger, en leur garantissant qu'il n'y aurait pas de poursuite judiciaire. Sans surprise, les résultats sont maigres.

Le rouble faible a aidé l'exportation et réduit les coûts de production. Bloomberg expose l'une des cocasseries de cette situation dont a bénéficié BP, actionnaire de Rosneft : « Les cinq plus grandes compagnies pétrolières mondiales - Exxon Mobil Corp., Royal Dutch Shell Plc, Chevron Corp., Total SA et BP, ont toutes annoncé une diminution de leur profit l'année dernière alors que les gains de Rosneft ont augmenté de 2% » [28]. Néanmoins, la faiblesse du rouble a entraîné une baisse de la demande sur le marché intérieur. Ce marasme est renforcé par l'augmentation des prix pour les services d'utilité publique, et les salaires sont payés en retard ou diminuent, comme le confirme le ministère du travail russe [29]. Les citoyens remboursent avec difficulté leurs crédits et beaucoup voient leur niveau de vie chuter. Le taux de paupérisation atteint des records puisque 13,4% de la population vit avec moins de 125 euros par mois [30].

En outre, l'argent dépensé par l'Etat pour la diversification n'est plus alloué à d'autres lignes de dépenses, par exemple, le budget des régions ou l'enseignement en paient directement le prix.

Le choc psychologique de la population, entretenu par le Kremlin, a également eu des répercussions. Le désenchantement européen et le sentiment dissipé de proximité russo-européenne ont isolé les Russes et risque d'entraîner griefs et méfiance pour longtemps. Le rapprochement sino-russe ne se fait que sur un plan économique et stratégique mais pas sur un plan culturel ou sentimental.

Realpolitik : une brèche politico-économique

Le monde des affaires s'adapte rapidement et cherche toujours le chemin de la moindre résistance. Il faut préciser que la Russie avait prévu de passer à un régime de change flottant en janvier 2015, mais les sanctions ont accéléré le mouvement [31]. Le rouble se serait de toute façon affaibli et aurait obligé les sociétés à revoir leurs stratégies d'exportation vers la Russie, notamment en transférant leur technologie. Si cette réalité est acceptable, le système des sanctions ne l'est pas toujours pour le monde marchand.

Un des problèmes majeurs des sanctions économiques tient dans le fait que la mise en œuvre de ces mesures est imposée aux sociétés privées. Bon gré mal gré, les hommes d'affaires deviennent la main exécutante d'une décision à laquelle ils n'ont pas pris part et qu'ils ne soutiennent peut-être pas. Au niveau européen, il n'y a pas de système de contrôle uni et lorsque des dirigeants de certains pays déplorent ouvertement les sanctions, un certain laxisme prévaut dans la surveillance. L'Italie, la France, l'Autriche, la Grèce ou encore la Tchéquie mettent naturellement en avant leurs intérêts nationaux. Ces intérêts ont été touchés par les sanctions et contre-sanctions. Le secteur privé a haussé le ton car il n'est pas une armée d'appelés menant une guerre économique afin de contrer la potentielle agression russe. Comme le confirment de nombreux hommes d'affaires et l'Association du Business Européen à Moscou, des changements sont en cours, laissant les batailles diplomatiques de côté.

Siemens continue à investir en Russie. De même que le géant russe des supraconducteurs, Super OX, en négociations avec Airbus, prévoit d'investir en France 10 millions d'euros, pour développer l'une des technologies les plus prometteuses de l'économie de demain [32]. Total et Novatek continuent à travailler ensemble et le méthanier brise-glace, transporteur de GNL depuis Yamal, portera le nom de l'ancien patron de Total décédé lors du crash de son avion à Moscou. La mémoire de Christophe de Margerie sera honorée dans cette coopération traversant des temps difficiles.

Le conflit en Ukraine s'enlise et ne fait plus la une. En revanche, les gestes de réconciliation diplomatique avec la Russie s'accumulent sur fonds de pression économique. Lors du « *Davos Russe* » de juin 2016, beaucoup de sociétés ont répondu à l'appel ainsi que des dirigeants occidentaux, dont Matteo Renzi et Jean-Claude Juncker. Le signal est clair, la Russie reste un partenaire et les sanctions font prendre conscience du poids réel de chacun dans un monde interdépendant.

Le Président de la Commission européenne a envoyé un message d'ouverture au dialogue tout en restant ferme. Ne parlant que d'annexion illégale de la Crimée, il a évité toute qualification de l'implication russe dans l'Est de l'Ukraine et n'a insisté que sur la mise en œuvre des Accords de Minsk II : « L'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol, ainsi que le conflit dans l'est de l'Ukraine et dans ses environs, ont sérieusement mis à l'épreuve les relations entre l'UE et la Russie. Les agissements de la Russie ont fait trembler les principes fondamentaux de l'ordre sécuritaire européen. »[33]

Au même moment, le Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe se rendait à Moscou. Après un an de relations tendues,

Pedro Agramunt, a rencontré les plus hauts responsables parlementaires russes, tous les deux inscrits sur la liste des personnes sanctionnées : le speaker de la Douma (chambre basse) Sergei Naryshkine, et la speaker du Conseil de la fédération Valentina Matvienko. Lors de sa conférence de presse à Moscou, Pedro Agramunt a déclaré : « La Russie est un Etat membre du Conseil de l'Europe. La Russie est importante car sans sa contribution active, nous ne pouvons combattre efficacement le terrorisme. Nous ne pouvons pas trouver une solution à la crise en Syrie. Nous ne pouvons pas résoudre la crise en Ukraine. »[34]

Sécurité et marchés ukrainiens : un échec en demi-teinte...

Dans une guerre, il s'agit d'identifier l'objectif. Les moyens mis en œuvre correspondent à l'enjeu. La proportionnalité des moyens est conditionnée par la nécessité d'atteindre l'objectif. Plus l'enjeu est grand, plus les moyens seront diversifiés et plus les dommages collatéraux seront acceptés.

Au regard de ce raisonnement stratégique, la Crimée ne constitue pas un véritable enjeu. Les maigres efforts diplomatiques, sécuritaires et économiques déployés pour changer la situation d'annexion/rattachement, parlent d'eux-mêmes. L'UE s'est engagée plus énergétiquement sur la question de l'entrée en vigueur de l'accord d'association que sur la question de la Crimée.

Dans une certaine mesure, le Donbass préoccupe plus la communauté internationale, mais l'aspect prédominant est celui de « l'agression russe » et non les revendications des républiques autoproclamées. Proportionnellement, les efforts portent plus sur le déploiement de troupes pour contrer la Russie et l'imposition de sanctions économiques pour frapper l'économie russe. Il y a peu d'engagements diplomatiques directs avec les dirigeants rebelles de Donetsk et Louhansk. A déployer tant d'efforts contre la Russie et ses intentions supposées, la communauté internationale en oublie de régler les problèmes concrets de milliers de victimes ukrainiennes.

En revanche, s'il s'agit d'une guerre économique pour redessiner les alliances mondiales et les partages de marchés, alors l'interprétation des mesures restrictives prend un tout autre sens. Les sanctions, en tant qu'arme économique, donnent des résultats car elles ont infligé des pertes à la Russie. Cette dernière est contrainte de reculer et son développement économique est contenu. Pendant ce temps, selon Julien Vercueil, les racines économiques du conflit imposent la réforme de certains secteurs en Ukraine, partie intégrante de cette stratégie d'acquisition de marché : « En exportant ses institutions, l'UE prend place dans la concurrence par et pour les normes, enjeu majeur de la mondialisation. Il s'agit du nerf de la coopération économique transatlantique. » [35]

Première coopération transatlantique en matière de sanctions

La coopération transatlantique se renforce chaque année un peu plus. Le TTIP, dont la signature partielle ou totale ne fait peu de doute, élèvera ce rapprochement des deux continents à un niveau unique. En matière de sécurité, des liens de plus en plus étroits se tissent depuis le 11 septembre 2001. La montée de la criminalité transnationale et de mouvements extrémistes violents poussent cette collaboration toujours plus loin. C'est la raison pour laquelle, la législation sur les données personnelles ou les questions de financement de groupes terroristes est si importante. En matière de relations internationales sécurité et économie sont étroitement liées.

Simond de Galbert, diplomate français et spécialiste des sanctions, explique dans son rapport sur les sanctions contre la Russie qu'en l'absence d'options militaires crédibles, ces mesures constituent un moyen de renforcer l'unité transatlantique autour la coercition économique dans le cadre d'une approche dure (hard power) en matière de relations internationales : « Le recours aux sanctions à l'encontre de la Russie reflétait avant tout le besoin et le désir de construire une réponse unie au sein de l'Union Européenne, mais aussi entre l'Union Européenne et les Etats-Unis, contre les initiatives russes en Ukraine. Les décideurs politiques en Europe et aux USA ont rapidement identifié l'utilisation de sanctions comme outil privilégié afin de répondre aux violations de la Russie contre la souveraineté ukrainienne, tout en se réservant une certaine flexibilité d'adaptation au vu de la volatilité de la situation. » [36]

Selon l'Institut allemand des Affaires Internationales et Sécuritaires, les sanctions européennes ont été coordonnées avec celles américaines, même s'il existe quelques différences [37].

D'après Daniel Fried, le coordinateur de la politique des sanctions au sein du département d'Etat américain, ces sanctions ont été développées par le G7 et l'Union Européenne : « Nous n'avons jamais fait quelque chose d'une telle ampleur auparavant. Ces sanctions n'ont pas été inventées aux Etats-Unis et imposées à l'Europe. Au contraire, elles ont été élaborées en coopération avec l'Europe. » [38]

Daniel Fried est un diplomate aguerrri. Précédemment en charge de la fermeture de Guantanamo Bay, son rôle consistait à convaincre les différents Etats d'accepter sur leur sol des anciens détenus afin de vider le lieu de détention américain à Cuba. Il est toujours un visiteur régulier de Bruxelles où il s'est encore rendu en juin 2016, juste avant le vote européen qui devait reconduire les sanctions à l'encontre de la Russie.

Avant construit les sanctions en commun, l'Europe et les Etats-Unis partagent la base analytique, la justification et les cibles des sanctions.

Ceci explique pourquoi le narratif à l'égard de la Russie fait écho des deux côtés de l'Atlantique. Cependant, les Américains et les Européens divergent sur deux points importants. Selon Washington, la mise en œuvre des accords de Minsk, dont pourtant ils ne sont pas partie prenante, ne conditionne que la levée des sanctions liées à la situation dans l'Est du pays. Les Etats-Unis se laissent une grande marge de manœuvre quant à leur politique envers Moscou en ce qui concerne la Crimée. Pour les Européens, la situation reste ouverte. Le lien entre la mise en œuvre des accords de Minsk II et la levée des sanctions liées au rattachement/annexion de la Crimée, n'a pas été clairement établi. Ces dernières sanctions viennent d'ailleurs d'être prolongées jusqu'au 23 Juin 2017 [39].

La stratégie Européenne de Sécurité et la coopération transatlantique

Selon un éditorial de l'Ecole de Guerre Economique : « *La guerre réelle (livre VIII) théorisée par Clausewitz se mue en guerre économique, avec ses acteurs, ses phases, ses techniques. Les troupes sont désormais les firmes multinationales, les territoires à conquérir ou à défendre sont des parts de marchés ou des débouchés, la logistique est dorénavant matérialisée par internet, les armes tout aussi destructrices prennent la forme de boycotts, d'embargos, les opérations d'influence et de désinformation ont remplacé la ruse.* » [40]

L'alliance transatlantique a dessiné les sanctions en commun pour frapper le plus efficacement possible l'économie russe.

Pendant ce temps, des parts de marché ont été emportées en Ukraine. La Chine ainsi que les sociétés Dupont, Monsanto et Cargill [41] ont bénéficié des privatisations dans le secteur agricole ukrainien [42]. Malgré la dénonciation de ces faits par des députés allemands, la vente des terres fertiles se déroule et les OGM entreront certainement en Europe. Le secteur agricole européen qui souffre déjà tant, risque d'être le grand perdant. Outre la concurrence venant du marché privatisé ukrainien, il ne récupérera pas ses parts de marché en Russie, perdues suite aux contre-sanctions. La Chambre de Commerce américano-ukrainienne déploie des efforts gigantesques pour soutenir la modernisation et les changements de normes dans ce secteur, au détriment des agriculteurs européens et ukrainiens comme le souligne Al-Jazeera [43].

Les sociétés énergétiques bénéficient aussi de la privatisation et des réformes en Ukraine. Le contrôle des réseaux d'approvisionnement passant par l'Ukraine constitue un enjeu pour la sécurité énergétique européenne. La loi sur le marché du gaz naturel d'avril 2015 a libéralisé le marché, faisant perdre le monopole à Naftohaz [44]. Suite à la crise avec la Russie, l'Ukraine a refusé d'ouvrir le marché de gestionnaires de réseau à son grand voisin [45]. Comme l'indique le récent rapport du Center for European Policy Analysis, il s'agit de réduire le risque de dépendance énergétique de l'Europe face à la Russie [46]. Craignant une Russie « *agressive* », l'Occident a accéléré la diversification de ses fournisseurs d'énergie en misant sur le gaz naturel liquifié (GNL) américain aujourd'hui et probablement qatari demain. Et pour les accueillir dans ce réseau, un terminal de GNL devrait voir le jour à Odessa [47]. La sécurité énergétique a été discutée le 2 juillet 2016 à Monaco lors du premier forum international sur le sujet [48]. Ce forum était co-organisé par la chambre de commerce ukraïno-américaine et la Burisma, l'un des plus grands producteurs privés en Ukraine, où le fils de Joe Biden, juriste, exerce les fonctions de directeur depuis 2014. Le souhait de Donald Tusk de créer une union énergétique est en cours, et il y a fort à parier qu'elle sera transatlantique.

En réalité, ces réformes du système énergétique ukrainien ne sont pas nouvelles, comme l'expliquait, déjà en 2011, Maria Dobrostomat[49]. Selon elle, l'UE se serait engagée à investir 2,5 milliards d'euros dans la modernisation du réseau, prévue dans le cadre du projet INOGATE. Ce projet d'aide au développement des routes de gaz et pétrole est en cours depuis une vingtaine d'années et l'Ukraine a bénéficié de plusieurs millions d'euros [50].

Enfin, la progression de l'offre russe a subi un net ralentissement suite aux sanctions frappant l'exploitation russe en Arctique. La Chine a bénéficié de la situation en prenant la place européenne de financier et de bénéficiaire du gaz russe.

Le tableau est bien entendu plus nuancé puisque des sociétés énergétiques occidentales continuent à travailler avec la Russie. Shell et Gazprom envisagent un partenariat pour fournir Kaliningrad en GNL. Chevron et Exxon, en consortium avec Lukoil et la société nationale kazakhe, viennent d'annoncer un investissement de 37 milliards de dollars sur l'exploitation de Tengiz au Kazakhstan [51]. Le Président italien, Matteo Renzi, annonçait que, sur les 1,3 milliard de contrats signés lors du forum de Saint-Petersbourg, la majorité concernait l'énergie [52].

Il s'agit donc d'un rééquilibrage des marchés agricoles et énergétiques en Europe, en défaveur de la Russie.

L'OTAN et l'UE : une entente politique et sécuritaire

L'UE a clairement formulé ses intentions lors du dernier sommet de l'Otan à Varsovie : « *Une Union européenne plus forte est synonyme d'une OTAN plus forte, et une OTAN plus forte est synonyme d'une Union européenne plus forte [...]. Le Président Juncker a rencontré le Président américain Barack Obama, ainsi que le Président du Conseil européen, Donald Tusk. Tous trois ont réaffirmé le rôle de l'UE, des États-Unis et de l'Otan en tant que piliers centraux de l'ordre mondial.*»[53]

Les sanctions transatlantiques entrent parfaitement dans le cadre de la politique étrangère et de défense de la commissaire actuelle Federica

Mogherini. Cette ancienne Présidente de la délégation italienne auprès de l'assemblée parlementaire de l'Otan, souligne régulièrement le rapprochement positif entre l'UE et l'Otan depuis sa prise de fonction comme chef de la diplomatie européenne. La nouvelle stratégie globale pour la politique étrangère et sécuritaire de l'UE, récemment dévoilée par Federica Mogherini, place les priorités sur les valeurs démocratiques européennes que l'Union défendra par le pouvoir dur et doux (hard and soft power) [54]. La commissaire est ferme dans le contexte troublé du moment et ses positions dérangent certains. En commentant la démission de son bras droit, Alain Le Roy, elle déclarait qu'elle ne pouvait tolérer aucune période d'hésitation et d'incertitude [55].

La voie de cette nouvelle stratégie a été ouverte grâce au sondage sur le futur des relations UE-Russie [56] et le forum sécuritaire, Security Jam 2016 [57]. Ces deux processus de consultations auprès de dirigeants et spécialistes concluent qu'en l'état des choses, il faut poursuivre un service minimum de coopération avec la Russie, limité au Moyen-Orient et dans la lutte anti-terroriste. Néanmoins, la majorité s'accorde pour le maintien des sanctions, refusant des accommodements avec Moscou et exigeant un changement de politique extérieure. Telle est la ligne défendue par Jean-Claude Juncker à Saint-Petersbourg. Étonnamment, cette nouvelle stratégie globale ne dit pas un mot sur l'évasion fiscale ou le trafic de drogues, dont le marché européen est évalué à 20 milliards de dollars par l'ONU [58]. Ces dossiers de coopération potentielle avec la Russie, ont pourtant des implications sociales et économiques colossales.

Dans son analyse sur la politique étrangère européenne, Maxime Lefebvre diplomate et professeur à Sciences Po souligne que « *l'UE risque même d'être de plus en plus reléguée dans l'ombre de l'Otan si les tensions russo-occidentales continuent à se développer* » [59]. . La coopération transatlantique au niveau sécuritaire s'intensifie comme le prouvent les dossiers iranien, afghan, irakien et ukrainien.

En outre, l'Organisation atlantique est dominée par un état non-membre de l'UE, les Etats-Unis dont les relations avec la Russie sont ouvertement mauvaises. Pour Washington, la passivité européenne a laissé la Russie s'imposer et violer l'ordre mondial. Les Etats-Unis, en gendarme mondial, ont décidé de prendre en main cette situation en augmentant leur présence en Europe et en soutenant leurs partenaires. L'initiative de réassurance européenne (IRE) est relancée par Barack Obama en 2014. Une initiative dont le budget devrait s'élever à 3,4 milliards de dollars en 2017 [60]. Comme l'explique Guillaume Lasconjarias, du collège de défense de l'Otan à Rome, l'IRE a trouvé écho lors du sommet de Galles de l'Alliance quelques mois après son lancement [61]. La politique américaine de dissuasion à l'encontre de la Russie ne peut se faire qu'en coordination avec l'UE au travers de l'Otan, puisqu'elle se déroule sur le territoire européen. Ils insistent d'ailleurs fortement pour que les gouvernements européens remplissent leurs engagements financiers de 2% du PIB, comme contribution à l'Alliance. Rien d'étonnant donc que l'establishment américain soutienne les politiciens de la droite pro-européenne, alors que la Russie soutient ceux de la droite eurosceptique. La gauche européenne connaît des heures difficiles entre ces deux géants.

L'OTAN : symmachie

Étymologiquement, symmachie signifie « *la guerre ensemble* ». Dans la Grèce antique, une symmachie est une alliance militaire ralliant des cités grecques autour d'un objectif commun. Une fois le but atteint, l'alliance se défait.

La ligue de Délos se constitue en 480 avant notre ère afin de prévenir toute attaque perse. Athènes va rapidement mettre la main sur l'alliance et le transfert du trésor de l'alliance de l'île de Délos à Athènes constitue l'acte majeur d'instrumentalisation de la ligue. Selon Nicolas Mazzucchi, chercheur à l'IRIS : « *La Ligue de Délos a ouvert la voie à de nombreuses autres alliances militaires à but économique, que la finalité recherchée ait été un débouché pour ses produits, une facilité d'accès à une ressource ou même l'extension d'un modèle économique. Du traité de Methuen entre l'Angleterre et le Portugal au début du XVIIIe siècle jusqu'aux contemporains OTAN et Pacte de Varsovie, respectivement complétés par le Plan Marshall et le CAEM [62], ce type d'alliance est celui qui permet de garantir la plus grande fidélité de la part des alliés-sujets puisque ces derniers, une fois le danger militaire passé, se retrouvent prisonniers d'un modèle économique, voire de société.* »[63]

La symmachie de l'Otan aurait dû se dissoudre lors de la fin du pacte de Varsovie, or elle a resurgi tel le phœnix face à l'ennemi d'hier. Le retour actuel de l'Otan en Europe ne se place plus dans une confrontation de deux systèmes, comme à l'époque de la guerre froide. Elle se positionne au cœur d'une guerre économique entre des acteurs-concurrents au sein d'un même système économique. Ni la Russie ni l'Ukraine ne font partie de l'Alliance et elles ne se sont pas déclarées la guerre. Ainsi, toute intervention de l'Otan semble démesurée quand elle parle de la défense des intérêts de ses membres. Même si la Russie pré-positionne des armes à Kaliningrad et que l'Otan fait de même en Roumanie, une confrontation armée plongerait l'Europe dans une guerre désastreuse. Mais il est difficile de s'opposer aux va-t-en-guerre, même pour le Ministre allemand des Affaires Étrangères. Ainsi, Franck Steinmeier a essuyé une volée de bois vert lorsqu'il a osé critiquer la politique offensive de l'Otan; il n'avait pourtant pas ménagé ses efforts pour tenter de résoudre, en vain, la crise en Ukraine [64].

Conclusion

Kiev est le berceau de la civilisation slave. Son territoire a toujours joué un rôle fondamental depuis les temps où il reliait les Grecs et les

Varègues. Son histoire est intimement liée à l'histoire mondiale. Vladimir le Grand, grand prince de la Russie kiévienne épousa Anna, sœur de l'empereur byzantin et convertit son peuple au christianisme. [65]

Avant le conflit de 2014, le pays était écrasé entre deux mondes qui le pressaient de rejoindre leur union. Aujourd'hui, l'Ukraine se retrouve écartelée suite à l'éloignement grandissant de ces deux blocs. Le pays est déchiré et les familles divisées. Selon l'Otan, les Etats-Unis et l'EU, il faut harmoniser et mettre en œuvre une batterie de mesures sécuritaires et économiques, afin de contrecarrer les ambitions hégémoniques russes. D'après certains officiels de l'Otan, la menace russe aurait été négligée et sous-estimée, alors que l'Alliance menait des opérations en Afghanistan et en Libye. A présent, elle répond à l'« *agression* » russe par la dissuasion. Soutenues par ce déploiement de forces, les sanctions économiques frappent la Russie sur son flanc économique.

En face, Moscou a besoin de l'Europe, son plus grand marché. Néanmoins, elle n'entend plus se laisser dicter sa politique internationale par les gagnants de la Guerre Froide. La Russie remet en cause l'ordre - ou le désordre - mondial actuel, notamment au Moyen Orient. Elle est déterminée à maintenir un degré de contrôle dans son voisinage proche, zone d'influence partagée avec la Chine, l'Europe et la Turquie. La crainte russe de voir l'Otan s'installer à ses frontières est une réalité qui nourrit abondamment le discours officiel. La résilience du peuple russe, deuxième victime après le peuple ukrainien, est entretenue par la nécessité de se défendre contre ceux qui se présentaient comme des partenaires. En interne, elle ne souffre aucune critique à l'encontre de la verticale de pouvoir, derrière laquelle se rallie la population. Même si les pertes économiques liées aux sanctions et contre-sanctions, sont énormes pour la Russie, le pays maintient la tête hors de l'eau, engagé dans une réforme profonde de son économie. L'Europe est également touchée, mais chaque pays se trouve dans une situation différente. Aujourd'hui, l'Europe est donc divisée sur la question économique et l'alliance politico-militaire est questionnée. Même si l'Accord EU-Ukraine est mis en œuvre, la Hollande ne l'a toujours pas ratifié suite au référendum. Cela signifie que la mise en œuvre de l'accord n'est que provisoire à ce stade [66].

Comme dans toute guerre, certaines batailles ont été gagnées et d'autres perdues. La Crimée est devenue russe tandis que l'économie ukrainienne a basculé dans l'escarcelle occidentale. Les positions militaires se durcissent, tandis que la Russie modernise son économie. Au refroidissement des relations EU-Russie, s'oppose le réchauffement transatlantique. Le projet de Lisbonne à Vladivostok semble devenu celui de Yamal à Pékin [67]. La guerre économique sur le terrain ukrainien a clairement tracé une nouvelle ligne de front et a renforcé des alliances : l'une transatlantique et l'autre eurasiatique. La Chine néanmoins louvoie dans ces méandres pour mettre en place son projet dit « *une ceinture, une route* » que l'Ukraine commence à craindre [68]. Sur cette fracture se trouve aussi la Bélarus contre qui les sanctions viennent d'être partiellement levées. [69]

Dans une guerre, personne n'a objectivement tort ou raison. L'affiliation à une cause donne l'impression de justice par opposition aux ennemis qui seraient dans l'obscurité. Il n'y a d'objectivité que dans la distinction entre gagnants et perdants à l'issue d'un conflit. Communément, les gagnants ont raison. Tout au moins, ont-ils le pouvoir de décider de l'ordre en place.

« *Notre premier devoir est de faire preuve d'unité, et de réaffirmer les valeurs que nous partageons: droits de l'homme, liberté, démocratie et la pierre angulaire sur laquelle ces principes reposent: l'état de droit* » déclarait Jean-Jacques Juncker à l'issue du sommet de l'Otan à Varsovie. [70] Il a raison, la pierre angulaire de l'ordre mondial repose sur l'état de droit. Mais celui-ci est tellement bafoué qu'il s'est vidé de son sens. A coté des « *petits hommes verts russes* », des opérations secrètes sont menées partout à travers le monde. Les Etats interviennent militairement et unilatéralement, sans l'aval de l'ONU et en dehors de tout cadre légal. Des hackers deviennent des soldats et les pilotes de chasse sont remplacés par des joueurs professionnels aux commandes de drones. Les alliés mettent en place des systèmes de surveillance illégale entre eux.

En Ukraine, l'état de droit s'effrite à mesure que des questions fondamentales restent en suspens : y a-t-il eu chantage russe ou européen dans le choix d'alliance ukrainienne ? Viktor Yanoukovitch a-t-il été destitué ou bien un coup d'Etat l'a-t-il bouté dehors ? La Crimée avait-elle le droit de se déclarer indépendante ? S'agit-il de rattachement ou d'annexion de la Crimée ? Le conflit dans le Donbass est-il une opération anti-terroriste ou une « *agression* » russe ? Quel est le degré d'implication de la Russie ? Ces réponses apporteront des éléments d'éclairage à d'autres questions, à savoir la disproportion d'efforts déployés pour contrer économiquement et militairement la Russie (pouvoir dur), alors que la diplomatie commence et s'arrête avec les accords de Minsk (pouvoir de persuasion).

La faible base logique et juridique de l'herméneutique transatlantique en Ukraine, constitue un tremplin pour lancer une politique de dissuasion contre la Russie. Au final, le marché économique a été revu en faveur d'une nouvelle élite au sein l'alliance transatlantique, gagnante de cette guerre économique, n'en déplaise à quiconque.

Bruno Husquinet

[1] http://www.beratergruppe-ukraine.de/download/Beraterpapiere/2011/PP_05_2011_en.pdf

[2] <http://www.ukrinform.net/rubric-economics/1923355-ukraine-should-expect-significant-changes-from-dcfta-in-5-7-years-eu-representative->

office.html

[3] <https://www.imf.org/external/np/sec/pr/2013/pr13419.htm>

[4] <https://www.monde-diplomatique.fr/2014/07/VERCUEIL/50637>

[5] Parti à la tête duquel se retrouve Yulia Tymoshenko aujourd'hui, libérée le jour de la destitution de Viktor Yanukovitch.

[6] <http://kremlin.ru/supplement/1583>

[7] <http://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/fac/2014/02/10/>

[8] L'avocat et défenseur des droits de l'homme qui a initié le procès concernant l'agression russe, avait dénoncé les problèmes de l'enquête sur les morts de Maidan. <https://www.letemps.ch/monde/2015/06/23/difficile-justice-familles-maidan>

[9] <http://interfax.com.ua/news/economic/312933.html>

[10] http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2015/december/tradoc_154126.pdf

[11] <http://ria.ru/spravka/20151201/1332666984.html>

[12] <http://vz.ru/politics/2015/12/22/785214.html>

[13] <http://www.president.gov.ua/en/videos/zayavi-dlya-zmi-prezidenta-ukrayini-petra-poroshenka-ta-derz-213>

[14] en russe « trudovoi opolchenets »

[15] <http://foreignpolicy.com/2016/04/28/sanctions-are-a-failurelets-admit-that/>

[16] <https://www.fas.org/sgp/crs/row/R43895.pdf>

[17] https://www.census.gov/foreign-trade/Press-Release/2013pr/final_revisions/final.pdf

[18] http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/fr/displayFtu.html?ftuid=FTU_6.2.1.html

[19] <http://arcticenergycenter.com/potential/>

[20] http://www.liberation.fr/terre/2015/05/27/quand-les-guerres-climatiques-se-retrouvent-sur-les-planches_1317755

[21] http://www.lesechos.fr/01/09/2015/LesEchos/22013-022-ECH_le-rechauffement-de-l-arctique-suscite-inquietudes-et-convoitises.htm

[22] <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-economie/crise-agricole-l-ue-debloque-une-nouvelle-aide-de-500-millions-18-07-2016-5976839.php>

[23] <http://fr.euronews.com/2014/09/19/pologne-russie-la-pomme-de-la-discorde/>

[24] http://ec.europa.eu/agriculture/russian-import-ban/legal-acts/index_en.htm

[25] <http://www.la-croix.com/Economie/Saint-Nazaire-le-premier-BPC-Mistral-vendu-a-l-Egypte-est-sorti-en-mer-2016-05-06-1300758369>

[26] <http://www.lecourrierderussie.com/economie/2016/06/ventes-armes-russie/>

[27] <http://blog.francetvinfo.fr/oeil-20h/2016/06/21/quand-la-russie-vend-des-armes-au-salon-europeen-de-la-defense.html>

[28] <http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-04-12/bp-reaping-rewards-in-russia-even-after-sanctions-added-to-risks>

[29] <http://www.rosmintrud.ru/labour/salary/76>

[30] <https://www.vedomosti.ru/economics/articles/2016/03/21/634439-uroven-bednosti>

[31] http://www.lesechos.fr/05/11/2014/lesechos.fr/0203915934613_la-banque-de-russie-renonce-a-sauver-le-rouble.htm

[32] <http://www.lesechos.fr/industrie-services/industrie-lourde/0211046559896-le-russe-superox-veut-sinstaller-en-france-2008225.php>

[33] http://eeas.europa.eu/election-observation-missions/eom-peru-2016/3995/speech-at-20th-saint-petersburg-international-economic-forum-2016_fr

[34] <http://assembly.coe.int/nw/xml/News/News-View-en.asp?newsid=6257&lang=2>

[35] <https://www.monde-diplomatique.fr/2014/07/VERCUEIL/50637>

[36] https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/150929_deGalbert_SanctionsRussia_Web.pdf

[37] https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2015C17_fhs.pdf

[38] <http://uawire.org/news/daniel-fried-russia-is-now-taking-sanctions-seriously>

[39] <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/06/17-annexion-crimea-sevastopol-eu-extends-sanctions/>

[40] Pierre Vincent, Ecole de Guerre Economique, Paris, Edito de juillet 2014 <http://www.infoguerre.fr/industries-et-souverainete/edito-conflictualite-clausewitzienne-en-guerre-economique-5470>

[41] <http://www.ft.com/cms/s/0/8dde553c-7b92-11e3-84af-00144feabdc0.html#axzz4Eko9v0PE>

[42] http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/Brief_CorporateTakeoverofUkraine_0.pdf

[43] <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2014/07/ukraine-imf-agriculture-2014731945562212.html>

[44] <http://www.ft.com/cms/s/0/db4e4afa-ded5-11e4-852b-00144feab7de.html#axzz4Eko9v0PE>

[45] <https://www.rbc.ua/rus/news/rada-odobrila-reformu-sistemy-upravleniya-gts-14082014125600>

[46] https://cepa.ecms.pl/files/?id_plik=2258

[47] https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/actuelles_ukraine_vf_0.pdf

[48] <http://www.kyivpost.com/article/content/business-wire/albert-ii-prince-of-monaco-and-burisma-held-the-first-international-forum-on-energy-security-in-europe-415691.html>

[49] <http://www.nouvelle-europe.eu/securite-energetique-de-l-ue-reforme-du-marche-gazier-en-ukraine>

[50] <http://www.inogate.org/countries/12?lang=en>

[51] <http://fortune.com/2016/07/06/chevron-oil-kazakhstan/>

[52] <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/52181>

[53] http://ec.europa.eu/news/2016/07/20160707_fr.htm

[54] http://europa.eu/globalstrategy/sites/globalstrategy/files/about/eugs_review_web_4.pdf

- [55] <http://www.lopinion.fr/edition/international/pouvoirs-france-etrangere-a-commission-europeenne-104899>
- [56] Sondage de Mai 2016 par le European Leadership Network : « what is the future for EU-Russia Relations ? »
- [57] <http://www.friendsofeurope.org/security-europe/report-2016-security-jam-beyond-conventional-security-challenges/>
- [58] <https://www.unodc.org/unodc/fr/drug-trafficking/>
- [59] <http://www.diploweb.com/La-politique-etrangere-europeenne.html>
- [60] <https://www.csis.org/analysis/european-reassurance-initiative-0>
- [61] <http://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/fs65lasconjaras.pdf>
- [62] le Conseil d'assistance économique mutuel était l'organe de planification et d'organisation des échanges commerciaux entre pays socialistes.
- [63] <http://www.polemos.fr/2009/09/l%E2%80%99instrumentalisation-de-la-ligue-de-delos-par-athenes-ve-s-av-j-c/>
- [64] <http://www.courrierinternational.com/article/allemanie-le-ministre-des-affaires-etrangeres-tourne-le-dos-lotan>
- [65] La Rus kiévienne est le premier Etat slave, une fédération de tribus que Vladimir le Grand consolida dès 980
- [66] http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/04/08/apres-le-referendum-neerlandais-que-les-consequences-pour-l-accord-d-association-ue-ukraine_4898949_3214.html
- [67] <http://www.lesechos.fr/industrie-services/021889893911-le-projet-gazier-russe-yamal-boucle-son-financement-grace-a-la-chine-1218531.php>
- [68] <http://www.kyivpost.com/article/opinion/op-ed/chinas-impact-on-ukraines-unstable-democracy-2-418674.html>
- Sur le projet chinois "One road, one belt" lire l'excellent rapport du CF2R <http://www.cf2r.org/fr/rapports-du-cf2r/linflexion-de-la-strategie-geo-economique-chinoise.php>
- [69] <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/bielorussie/l-union-europeenne-et-la-bielorussie/>
- [70] http://ec.europa.eu/news/2016/07/20160707_fr.htm

[1] <http://www.regard-est.com/home/breves.php?idp=1855&PHPSESSID=6ac3e94e6e80dda1650df140546482b5>

Downloaded from:

http://iveris.eu/list/etudes_et_rapports/175-les_grandes_manoeuvres_economiques

© copyright 2016 by Iveris. Tous droits réservés.

Ce site utilise des cookies pour améliorer votre expérience de navigation.

J'accepte